

Déclaration du Conseil national du PCF – 3 mars 2017

Défendre les libertés et l'État de droit

La campagne présidentielle se poursuit, depuis plusieurs semaines, dans un climat délétère, sans débat contradictoire pour surmonter les impasses économiques, la crise sociale, les défis écologiques que notre pays affronte. Notre peuple se voit confisquer les enjeux de cette élection.

Mercredi 1^{er} mars, un cap d'une extrême gravité a été franchi. Convoqué par des juges d'instruction en vue d'une mise en examen, François Fillon a osé évoquer un « *assassinat politique* » et mis les procédures judiciaires concernant les emplois présumés fictifs de ses proches sur le compte d'un « *coup d'État des juges* ». Dans la foulée, l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* relayait un appel à manifester, dimanche, contre la Justice. Ces démarches séditeuses, convergent avec les violentes attaques de Marine Le Pen contre les juges, les fonctionnaires, les journalistes.

Ce sont la liberté de la presse, l'indépendance de la Justice, la démocratie qui sont attaquées.

Les tirs croisés des candidat-e-s de droite et d'extrême droite dessinent un scénario alarmant pour la démocratie, pour l'État de droit. Ces assauts, venant de ceux qui prétendent exercer la fonction de gardien des institutions minent les fondements de la République. Ils témoignent de la déliquescence, au dernier degré, d'un système politique qui organise la confiscation des décisions, de la parole démocratique et de l'action politique.

Cette confiscation sert les intérêts des forces de l'argent qui œuvrent depuis des mois à étouffer l'expression de toute alternative politique réelle.

Il faudra, très vite, poser la première pierre d'une démocratie nouvelle, sur les ruines de la V^e République.

En attendant, il faut sortir du sentiment d'impuissance, d'amertume et de colère que suscite, chez les citoyen-ne-s, la prise en otage du processus démocratique. L'idée même de la République fondée sur un État de droit est en danger.

Nous en appelons, solennellement, à un sursaut.

Le peuple de France a su, tout au long de son histoire, s'organiser et faire front, chaque fois que les libertés démocratiques étaient prises pour cible. Nous refusons l'enfermement dans une alternative entre le candidat désigné par la Finance et ceux qui portent la tentation factieuse.

Il est encore temps d'initier, dans l'urgence, comme surent le faire nos aîné-e-s par le passé, un processus politique guidé par les principes de démocratie, de justice sociale, de préservation de l'État de droit.

C'est aujourd'hui ce qui nous tient ensemble, en tant que peuple libre, qui est en jeu.

D'ores et déjà des initiatives citoyennes voient le jour, nous appelons à les amplifier partout dans le pays. Nous appelons l'ensemble des forces démocratiques, politiques, syndicales et associatives à organiser dans les jours qui viennent des rassemblements populaires pour la défense des fondements de notre démocratie, de la liberté de la presse et de l'État de droit.

Conseil national du PCF – 3 mars 2017

Résumé de la discussion

Sébastien Laborde – Gironde

Nous devons poursuivre nos efforts de rassemblement pour faire émerger une majorité populaire de changement. Depuis la conférence de presse de Fillon, nous entrons dans un nouveau moment de recomposition politique. En s'attaquant à l'indépendance de la Justice et à la liberté de la presse, c'est la démocratie qui est attaquée. Nous devons lancer un appel à l'ensemble des forces démocratiques, politiques, syndicales et associatives pour organiser dans les jours qui viennent des rassemblements pour la défense de nos libertés, la liberté de la presse et l'indépendance de la Justice.

Anne Mesliand – Bouches-du-Rhône

Recherche et appropriation collective des connaissances= enjeu considérable démocratique, émancipateur. Des initiatives se font jour de la part de scientifiques pour porter cette question dans le débat public. La recherche est mal en point, soumise aux logiques libérales, à l'économie via les financements. Le PCF a des propositions programmatiques. De plus, pas d'utilitarisme, pas de « pilotage par les besoins sociaux ». Indépendance intellectuelle des chercheurs. Mouvement propre de la science. Diffusion : l'université est le 1^{er} lieu de l'appropriation collective. Les EC (enseignants chercheurs) amènent des actions « dans la cité », l'austérité et les restrictions budgétaires pèsent là aussi. Cette exigence ACC (appropriation collectives des connaissances) - éducation populaire, culture. Et aussi : institutionnelle dans la VI^e République quelles instances ? Forum citoyen et nos propositions, question importante, complexe, qui évoluera « en marchant ». De tout ceci, les candidats doivent parler pas seulement aux scientifiques, mais à tout le monde !

Pierrick Annot – Hauts-de-Seine

Toute la difficulté du débat à gauche est de concilier nécessité du rassemblement et exigence de rupture. Affirmer notre soutien à JLM et en même temps, le besoin de rassembler beaucoup plus large jusqu'à Benoît Hamon.

L'un et l'autre jouent le coup d'après, pour avoir la main sur la recomposition de la gauche. Le PCF peut jouer tout son rôle en faisant de la question du rassemblement une affaire populaire à partir des contenus d'un pacte de majorité.

Conjurons le sentiment d'impuissance. Nous sentons bien la défiance d'un électorat de gauche déboussolé et en perte de repères, mais disponible et à la recherche d'issue.

A trop vouloir régler des comptes avec Hamon, c'est Macron, véritable continuateur du quinquennat qui va incarner la vote utile. On ne règle pas le débat séculaire entre réformistes et révolutionnaires sur un coup de dés quand FN et droite extrême sont aux portes du pouvoir.

Enfin, j'attire aussi votre attention sur la nécessité d'une présence forte à la marche pour la Justice et la dignité le 19 mars. Les affaires Théo et Adama Traoré, connaissent de nouveaux rebondissements. Nous pourrions être à l'initiative dans nos circonscriptions, avec nos candidats de débats publics sur violences policières et racisme et travailler une grande loi cadre contre le racisme et les discriminations. Une journée de travail constructive de la commission antiracisme s'est tenue le 17 février. Mais c'est maintenant l'ensemble de

l'organisation qui doit avancer sur cette question et en faire un champ politique de premier plan dans notre action.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Le climat est lourd, les gens sont dégoûtés, en colère. Mais le fond de cette situation c'est d'abord le rejet des politiques d'austérité, le rejet de la situation où de plus en plus de Français se sentent abandonnés, méprisés. Une des grandes questions qui nous est posée c'est capter ce rejet, lui donner sens, crédibiliser un autre choix possible. La question des contenus est donc essentielle. L'enjeu est d'être porteur à partir de notre bataille des contenus, d'espoir et d'avenir. Il faut être porteurs de solutions car c'est cette recherche qui domine. Dans la dernière ligne droite des élections on a besoin d'être à l'offensive, audacieux, de porter notre démarche de rassemblement mais que cela ne se traduise pas par le sentiment qu'on règle nos comptes avec JLM car cela aussi entraîne du rejet. Et de mener notre campagne autonome. Mener les 2 campagnes à la fois, privilégiant les contacts de proximité, la construction avec les gens du contenu de ce que portera le député et les luttes car les mauvais coups continuent de pleuvoir.

Denis Durand – Paris

Nous n'avons pas le droit d'entretenir le sentiment d'impuissance en prenant pour acquis l'état de division à la veille de l'élection présidentielle.

Il faut suspendre notre soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon (ou à tout autre candidat) jusqu'à ce que les voies d'une unité à gauche aient été trouvées. Les électeurs ne traiteront pas de la même façon, y compris aux législatives, ceux qui auront fait semblant d'appeler à l'unité et ceux qui agiront pour la construire, en liaison avec les luttes populaires. La question des moyens politiques, économiques et financiers d'une politique anti-austérité doit être débattue parce que les programmes actuels des deux candidats ne font pas le poids, et les électeurs le savent, par exemple sur la question européenne.

C'est pourquoi nous avons proposé de libérer enfin le potentiel de mobilisation des communistes en lançant une campagne de signature d'une pétition appelant, sur cette base, à l'unité.

Fabienne Haloui – Vaucluse

Le PCF a eu raison de poser la question du rassemblement autour d'un programme en rupture avec le quinquennat Hollande, nous avons anticipé la situation politique dans laquelle nous serions avec la menace de l'extrême droite.

Les électeurs de gauche étaient en droit d'avoir un vrai débat public Mélenchon-Hamon pour qu'ils vérifient par eux-mêmes si l'union était possible, en disant cela il ne s'agissait pas d'afficher seulement une ambition mais de déterminer les leviers (Europe, pouvoir de la finance, fiscalité) indispensables à la mise en œuvre d'une vraie politique de gauche.

Attention maintenant de ne pas favoriser le vote utile à notre propre détriment. Se mettre d'accord sur un pacte de majorité, c'est travailler à une majorité parlementaire, or 80 % des candidats socialistes ont été choisis pour leur soutien à Valls. Nos déclarations conduisent le PS à nous demander de conclure un accord avec des candidats qui entament leur campagne sur le bilan de Hollande.

François Diot – Nièvre

Montrer la constance et la lucidité de la démarche du PCF depuis plus d'un an. Mais tout ne dépend pas que du PCF dans ce pays ! On est maintenant dans la seringue. Quelle campagne présidentielle des communistes, dans une configuration générale qui ne nous satisfait pas ? Adaptons-la au contexte de chaque département, différent de la Nièvre aux Alpes-Maritimes... Relisons l'étude Viavoice, dont les conclusions doivent être amplifiées par le pourrissement de la campagne : « Qu'attendez-vous de votre député » ? 1) Honnêteté ; 2) Proximité. Valorisons donc la personnalité de nos candidats, et exprimons-nous d'abord sur les problèmes locaux, sur le terrain des solutions. Ex : carte scolaire, désertification médicale...

Céline Malaisé – Paris

Seul un concours de circonstances exceptionnelles rendait possible une victoire du FN. Briques après briques, il se met en place. La droite est percutée par l'affaire Fillon et ce dernier donne corps à une droite factieuse, putschiste qui peut mettre en péril l'idée même de République. La candidature Macron est perçue comme un recours pour une partie importante de la bourgeoisie et défend un programme en ce sens. Elle peut aussi apparaître, à mauvais escient, comme un rempart au FN. La gauche est toujours divisée alors qu'elle est estimée à moins de 25%. La défaite de Valls rouvrirait la possibilité d'un pacte majoritaire à gauche répondant aux urgences. EELV l'a saisi, nous aussi avec notre adresse et de nombreuses initiatives. Cette division, actée par JLM et Hamon, est irresponsable au regard de la situation et de la probabilité que la gauche soit en ruines.

La victoire du FN est donc plausible alors qu'il assume un discours fasciste de mise en conformité de l'État sur son idéologie.

Le PCF, dans ces temps mauvais, doit être un phare à gauche et amplifier ses efforts pour rassembler. Devant la gravité de ce qui est à l'œuvre dans le bloc droitier, le PCF doit lancer un appel à toutes les forces démocratiques pour défendre la République.

Marie-Christine Burricand – Rhône

Nous touchons le fond de la 5^e République, le bout d'une stratégie en échec. Nous avons manqué une marche au congrès en esquivant la question de la candidature, dans l'attente des primaires et de Mélenchon. Le système s'apprête à se reproduire avec ses 2 champions, Le Pen et Macron. Les vainqueurs des primaires sont plombés, Hamon par son parti, Fillon par les affaires et son camp. La gauche a une lourde ardoise avec le peuple. Elle a perdu toutes les élections depuis 2012. Depuis 30 ans, aucun gouvernement socialiste n'a tenu ses engagements. Le tournant de la rigueur en 1983 avec Mitterrand, l'impuissance de Jospin avec Vivorde, la forfaiture de Hollande. Il n'y a pas dans nos rangs l'enthousiasme de 2012 pour Mélenchon, il n'y a pas plus d'engouement pour Hamon. Le refus de voter pour le PS est aussi fort que la volonté d'unité. Dépassons le pré carré au-delà gauche, adressons nous au peuple pour qu'il se rassemble, sans concessions avec le FN et la droite, sans illusions sur Macron. Notre candidate Michèle Picard dans la 14^e peut incarner la colère populaire tout en apparaissant comme la plus efficace pour battre la droite et son extrême, la plus digne de confiance pour aller au Parlement.

Aymeric Seassau – Loire-Atlantique

Le FN au second tour se rapproche des 50 %, la droite manifeste contre la justice. La situation est grave et Hamon et JLM se sont montrés irresponsables en actant leurs désaccords dans le secret. Oui à un appel à l'action des forces de progrès et au

rassemblement face aux dangers. Oui aussi pour des discussions sur les 3 points : le contenu d'un pacte majoritaire à gauche, la présidentielle, les législatives. Il faut conditionner notre soutien à la présidentielle à l'ensemble de ces critères en assumant la discussion sur les 3 points avec FI comme avec l'équipe Hamon.

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Alors que le programme de J-L Mélenchon est le plus proche du notre, notre bataille pour la présidentielle reste trop timide. Malgré le vote des communistes, beaucoup questionnent ce choix du fait de la courte majorité obtenue pour JLM. Du coup, contrairement à 2012, on ne profite même pas de la dynamique autour de lui. Tout en désapprouvant la stratégie de France insoumise pour les législatives, suspendre notre soutien à JLM, comme le proposent certains, serait une profonde erreur. Nous agissons depuis 1 an avec P. Laurent, pour un rassemblement à gauche. Notre adresse au peuple de France pour un pacte de majorité de changement a été bien accueillie. Mais en Val-de-Marne, des députés socialistes ou apparentés, qui ont soutenu le quinquennat, sont prêts à le signer, pour garder leur siège ! Afin de modifier les rapports de forces, nous devons donc lancer un appel à l'action en direction du mouvement social, pour favoriser, comme le propose le rapport, l'irruption citoyenne.

Christian Picquet – Haute-Garonne

Que devons-nous faire ? Partir du nouveau paysage politique : désintégration de la V^e République, extrême droite en train de devenir l'enjeu central de la présidentielle parce qu'elle peut gagner, Fillon carbonisé et Macron adoubé par les secteurs dominants du capital dans le but d'adapter la France aux exigences du capitalisme numérique...

L'existence d'une gauche portant la perspective d'une majorité politique dépend directement de son rassemblement sur une plate-forme en rupture avec le social-libéralisme.

La désignation de Hamon le permet, même si l'unité suppose une clarification, non sur un programme (le temps ne le permet pas), mais sur les réponses aux urgences (notre « pacte de majorité »).

Notre problème : Mélenchon a fait le choix d'une stratégie de dynamitage de tout ce qui a structuré historiquement la gauche, notre parti compris.

Ce choix est contradictoire avec notre bataille pour le rassemblement, avec l'aspiration à l'unité qui monte du peuple de gauche (ce qui peut se payer cher, notamment aux législatives), avec nombre des propositions que Mélenchon met en avant pour justifier la division (cf. l'Europe).

La question n'est pas de passer de Mélenchon à Hamon. Elle est d'affirmer pleinement notre indépendance d'expression et d'action : « Nous c'est nous, et lui c'est lui ».

Menons le débat sur le rassemblement et ses contenus en direction de Mélenchon et Hamon. Et prenons la tête de la pression citoyenne en faveur d'un pacte de majorité. Une pétition liant union et contenu peut en être l'instrument, tout comme l'ancrage de la bataille sur le terrain au moyen d'assemblées populaires ou de comités de circonscription.

Cécile Dumas – Alpes-Maritimes

Face aux inégalités sociales qui s'aggravent, face aux dangers de l'extrême droite et de la droite, face aux attaques multiples contre les fonctionnaires et la justice, face aux dérives sécuritaires, face aux défis démocratiques, notre responsabilité est bien de continuer à

permettre de garder les yeux ouverts pour rassembler la gauche. On ne peut pas se résoudre à faire croire que la gauche se résume à FI et le Front de gauche. Cette position politique de construction d'un pacte de majorité en rupture avec le quinquennat Hollande-Valls nous demande beaucoup d'efforts d'explications bien loin des postures purement présidentielles. En cela, le PCF doit porter toute son originalité dans cette période et participer à toutes les initiatives unitaires.

Valérie Goncalves – Val-d'Oise

A la différence de 2002 où il y a eu en quelque sorte l'effet de surprise quant à l'élimination de la gauche au 2^e tour, cette fois cette hypothèse devient fortement probable. Ne pas œuvrer pour conjurer ce sort est suicidaire. Serait-il impossible de s'allier sur ce qui nous rassemble ? Nous mêmes ne soutenons-nous pas un candidat avec lequel nous ne partageons pas tout ? Je partage pleinement la posture qui vise à geler les parrainages de nos élus tant qu'il s'obstinera à présenter des candidats contre nos députés sortants. Une entrevue entre Mélenchon et Hamon en catimini n'est pas admissible, ce n'est pas au niveau. L'espoir qu'a créé l'issue de la primaire PS en plaçant Hamon gagnant ne peut pas rester sans suite, le PCF doit provoquer une intervention citoyenne au travers par exemple d'une pétition de nature à infléchir la position des deux candidats de gauche face au FN.

Yves Jamain – Vienne

Pas d'accord avec la pétition proposée par Denis Durand ; il faut garder le cap, on a une reconnaissance chez les sympathisants. La France Insoumise s'isole, ça pose des problèmes pour la campagne à la présidentielle. Celui qui monte c'est Macron, vote utile, il faut le démasquer. Est-ce qu'on a un accord avec Ensemble ! ? Ils ne tiennent pas leur accord, c'est une élection nationale, il faut qu'ils prennent leurs responsabilités. La formation aux pratiques militantes est une bonne initiative. Je souhaite que le format des réunions du CN évolue.

Annie David – Isère

Beaucoup de ce que je voulais dire a déjà été dit alors je répondrais sur l'idée de « l'irruption populaire » et donc notre expression ! La meilleure façon d'y arriver, c'est de faire connaître nos propositions : il faut rentrer en campagne, présidentielle et législatives. Il faut arrêter de perdre notre énergie à tout autre chose, pétition ou appel. C'est en rentrant en campagne dès à présent en portant nos propositions que nous porterons notre volonté de rassemblement. Et dans cette campagne, nous devons garder notre fraternité, qui est un de nos gènes. Le danger quand même, ou alors je ne comprends plus mon engagement communiste, c'est la droite et l'extrême droite. A nous de réussir l'élection du plus grand nombre de député-e-s pour faire entendre à l'Assemblée les voix des femmes et des hommes qui nous font confiance !

Franck Mouly – Seine-et-Marne

Pour battre l'extrême-droite et empêcher un projet libéral, nous devons écouter ce que dit la population :

- L'incompréhension devant le fait que le rejet de M. Valls exprimé dans la primaire du PS et la dynamique Jean-Luc Mélenchon ne parviennent pas à converger.

- La colère noire, à l'endroit des forces qui ont depuis 30 ans échoué et aggravé la situation des gens. Les Partis traditionnels en sont la cible et les logiques de combinaison.
 - L'aspiration au nouveau, même s'il y a beaucoup à dire sur le nouveau : Macron, JLM. Nous sommes à 50 jours de l'échéance. Le PCF n'a pas jeté toutes ses forces dans la campagne. Or, rien n'est encore joué. Au pire, le meilleur résultat de JLM sera un point d'appui pour résister et reconquérir aux législatives, et reconstruire l'espoir. Aux législatives, il y a urgence à éviter les luttes fratricides pour :
 - Préserver nos élus
 - Reconquérir, notamment sur le PS
- Mesurons aussi les dégâts politiques que produiraient des affrontements partout ailleurs.

Alain Hayot – Bouches du Rhône

La présidentielle de 2017 est à la fois l'expression de l'agonie de la 5^e République et le lieu où s'exacerbe la recomposition politique à droite et à gauche. A droite où le FN occupe désormais une place centrale dans un paysage politique que l'on voudrait réduire à un « affrontement » interne au capitalisme entre populistes et libéraux sur fond commun de conservatisme. C'est dans ce cadre que se situe la fusée Macron lancée par les hollandistes mais aussi par le centre droit et une part du patronat. A gauche, au-delà des ego, il y a 2 logiques politiques : l'une portée, non sans contradictions, par Mélenchon dont nous sommes les initiateurs avec le Front de gauche, et l'autre logique destinée à sauver le « soldat PS » en pleine crise implosive. Le problème aujourd'hui n'est pas de changer de cheval mais d'élargir l'attelage et surtout de donner à ce rassemblement du sens et des propositions fortes de rupture et d'alternative.

Valérie Varenne – Manche

Dans la Manche, 4 circonscriptions. Sud-Manche, un candidat déclaré PC. Valognes-Coutances, en cours avec discussion avec les écologistes. Saint-Lô pour le moment en recherche. Le Nord Cotentin, la déclaration de notre binôme s'est faite autour de 80 personnes depuis un collectif hebdomadaire en place. En analysant le paysage politique il a été décidé localement de demander un débat public entre Hamon et JLM pour expliquer ou pas une impossibilité à une candidature unique. Ceci afin de respecter les électeurs qui ont décidé d'en finir avec les sociaux-libéraux en sanctionnant Valls et Hollande. Sur la proposition de déclaration du CN, juste une remarque. Cette liberté de la presse que nous revendiquons est loin d'être à la hauteur, je fais référence au film documentaire « Les nouveaux chiens de garde ». J'espère repartir ce soir avec une feuille de route balisée jusqu'à la présidentielle, pour enfin rentrer en campagne sur la présidence. Pour nous la campagne des législatives est commencée, bien que nous ayons 4 binômes de France Insoumise dans les circonscriptions, impossibilité de rassemblement malgré des tentatives.

Danielle Trannoy – Gironde

Mon intervention porte sur les questions que se posent les communistes pour réfléchir sur comment réagir vite, pour les législatives, les communistes, pour le PCF. Quels que soient les positionnements, très grandes difficultés à militer, à mettre en œuvre les décisions, notamment pour les législatives. La reconstruction de la gauche ou d'une coalition exige des éclaircissements. Face au projet du capitalisme, quel est le projet du PCF pour ouvrir une

perspective historique socialiste ? Lever les tabous sur UE, monnaie, OTAN qui entravent toute souveraineté. Risque pour le PCF d'être inaudible avec un programme à minima renforçant la social-démocratie et les déceptions de 2012. Toutes les luttes sont des bases d'un large rassemblement où le PCF et ses militants doivent être organisés.

Nicolas Cossange – Hérault

Le monde ne s'arrêtera pas de tourner le 18 juin. Le plus important c'est donc le Parti et l'organisation. Nous ne pouvons pas à 7 semaines du vote remettre en question le choix des communistes. Nous ne pouvons pas non plus négliger la volonté du peuple de gauche de ne pas avoir à choisir entre la droite et l'extrême droite. Les Français votent utile, attention à ne pas donner l'impression de ne pas l'être. Favorable pour l'adoption de la pétition.

Hélène Bidard – Paris

De plus en plus les attendus patriarcaux sont bousculés, les luttes des femmes font irruption. Face à cela les réactionnaires montent en brutalité. D'où la brutalité de Trump sur le droit à l'IVG. En France avec Fillon ou Le Pen on pourrait à notre tour avoir besoin de la solidarité internationale. Face à cela, la division à gauche c'est irresponsable. Il y a une politisation de la haine des femmes comme de la haine de l'autre. Et les femmes, surtout les femmes populaires, sont dans des repères libéraux et plus dans des repères de l'État de droit. Les Françaises cherchent à faire irruption dans le débat politique. A Paris en 2016, 100 000 personnes se sont inscrites sur les listes électorales. On ne sait pas ce qu'ils et elles vont voter, mais que leur propose-t-on ? On doit les aider à sortir des postures par défaut, guidé par « l'impuissance à agir contre ! » pour construire.

Marie-Hélène Pouget-Chauvat - Creuse

Encourager le découragement : certes pas, ce qui n'est pas exclure une certaine lucidité. Pour moi, il est fort peu possible d'avoir un candidat de gauche au 2^e tour. Alors quel est le couloir du PCF ? Notre position originale de continuer à clamer l'unité à gauche possible et être ainsi dans une position qui nous fait exister et rester visible. Alors, si on considère que le présidentielisme de la 5^e République est toxique, passons aux législatives. Deux types de circonscriptions : celles où on peut réussir tout seuls, celles où on est obligé d'avoir un apport autre et dans ce cas un compromis (qui n'est pas une compromission) est nécessaire. Pour cela, il faut un rapport de forces : on a les parrainages, pour le reste il faudra trouver « des billes ».

Annie Levi-Cyferman – Meurthe-et-Moselle

Nos chances à pouvoir constituer un groupe parlementaire dépendent absolument du résultat de l'élection présidentielle. Le danger est grand de voir la droite et même l'extrême droite mettre la main sur la présidentielle. Il nous revient d'assurer la présence de la gauche au 2^e tour, notre feuille de route le permet. Désormais c'est possible, car la primaire PS a marqué une rupture avec le social-libéralisme.

André Mondange – Isère

Comment expliquer notre analyse et notre stratégie alors que nous constatons que le FN est aux portes du pouvoir, que la multiplicité des candidatures de la gauche va nous conduire, à coup sûr, vers un 2^e tour des présidentielles droite/FN ou Macron/FN (ce qui revient au

même). Sans pouvoir exclure l'élection de Le Pen, à la présidence d'autant plus avec l'affaire Fillon.

Dans le même temps, Mélenchon refuse le dialogue et les insoumis dans les circonscriptions nous mènent la guerre et nous méprisent pour les législatives. N'en doutons pas, en cas de victoire de la droite ou de l'extrême droite à la présidentielle (sachant que le vote aux législatives un mois après confortera ce choix), nous serons montrés du doigt comme faisant partie des diviseurs et donc rendus responsables de cet état de fait.

La question que l'on doit se poser aujourd'hui et à tous les communistes c'est de savoir si dans le contexte politique actuel le PCF doit rester l'otage de Mélenchon ou comme ce fut le cas durant toute son histoire si il doit être au service du rassemblement des forces progressistes.

Nous devons prendre des initiatives d'ampleur nationale afin de faire monter le rapport de forces pour un rassemblement des forces de gauche anti austérité.

François Jacquart – Ardèche

Les libéraux ont choisi d'utiliser la présidentielle pour finaliser la recomposition politique en utilisant le candidat Macron. Les désaccords à gauche et le problème Fillon favorisent cela, ils utilisent aussi le vote Le Pen comme repoussoir pour imposer la recomposition et forcer au « vote utile Macron ». La responsabilité de Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon est grande. Nous devons encore proposer une candidature unique devant la gravité de la situation et prendre des initiatives. Sur les législatives, sans accord avec les Insoumis, pas de parrainage ! Ce qui est en jeu c'est la possibilité ou pas de garder un espoir à gauche avec des députés communistes !

Joël Gallais – Morbihan

Exemple d'une rencontre avec les dockers CGT qui ne voient pas spontanément pourquoi le PCF ne suit pas FI aux législatives. Donc accord avec appel/pétition pour le rassemblement mais en allant l'expliquer auprès des syndicalistes. Dans le Morbihan nous désignons des candidats PCF et Front de gauche en laissant la porte ouverte au rassemblement avec FI. Pas d'accord pour retirer notre soutien à JLM, ce serait contraire au choix des communistes et ne pas tenir compte de la dynamique JLM autour de propositions de rupture avec le libéralisme.

Pierre Lacaze – Haute Garonne

La direction s'est trompée, il faut le reconnaître. La France est en danger, le Front national peut gagner ou de fait va être à un niveau important. Les ouvriers, les employés s'apprêtent à s'abstenir car ils ne voient pas d'espoir à gauche. Mélenchon est en difficulté dans sa campagne et se refuse à toute stratégie commune avec Hamon, ou même avec nous ou les syndicats ou le mouvement social. Le PCF doit poursuivre l'interpellation des 2 candidats sur le contenu avec Hamon, sur la question du rassemblement avec Mélenchon. La colère est terrible sur le mépris de Mélenchon vis-à-vis des candidats communistes, il faut qu'il s'exprime sur le soutien à nos candidats. Le 12 mars nous appelons à la mobilisation contre l'extrême droite.

Remerciements pour leur aide précieuse à Jacqueline Lamothe, Myriam Massou, Marianne Parmigiani, Marie-Noëlle Postel, Monique Renault.

Rapport au Conseil national du 3 mars 2017

Pierre Laurent

Le Conseil national d'aujourd'hui se tient à sept semaines du premier tour de l'élection présidentielle, autrement dit à un moment charnière de la campagne électorale. Pourtant, rien n'est stabilisé. Le climat électoral est chaque jour bousculé par de nouveaux événements, et reste marqué par une très grande incertitude.

Notre Conseil national est donc important. Il doit nous permettre d'apprécier collectivement la situation dans ses contradictions, de déterminer les nouvelles initiatives à prendre, d'ajuster les axes de notre campagne pour les semaines qui nous séparent du premier tour de la présidentielle, et nous projeter dans celles qui suivront, jusqu'aux élections législatives.

Cet après-midi, nous poursuivrons également la validation, après la première vague du 14 janvier, des candidat-e-s présenté-e-s et rattaché-e-s au PCF pour les élections législatives.

Nos responsabilités sont grandes. Il existe beaucoup de trouble, de questionnements, d'angoisse même sans doute, dans l'électorat en général et tout particulièrement dans celui de gauche, devant le tour que prend la campagne pour l'élection présidentielle.

Les angoisses du quotidien et de l'avenir tenaillent des millions de Français. La défiance à l'égard d'un débat et de choix politiques qui semblent ignorer leurs urgences est très profonde. S'ajoutent aujourd'hui le climat délétère de la campagne, sur fond d'affaires et de coup bas politiques, et l'angoisse perceptible devant ce qui risque d'advenir au lendemain de cette élection. Les événements de ces derniers jours, avec les nouveaux épisodes politico-judiciaires de François Fillon et Marine Le Pen, et leurs discours martiaux pour y faire face, ajoutent encore au désarroi et à l'inquiétude.

Nous le disions en novembre, lors de la conférence nationale, tout sera fait pour priver les Français d'un véritable choix, les enfermer dans un scénario présidentiel piégé pour que perdurent les dominations libérales. Nous y sommes. La bataille est rude, très rude même. Cela génère aussi du trouble et de la frustration chez nos militants, qui se demandent comment parvenir à relever de tels défis face aux menaces et au temps qui semble compté. Depuis un an, nous agissons avec constance et ténacité pour ouvrir la voie d'un rassemblement de progrès. Les communistes sont de toutes les luttes, de tous les débats pour créer des solutions, attentifs aux autres et rassembleurs. Je veux une nouvelle fois saluer leur engagement.

Si la bataille est rude, c'est ensemble que nous y ferons face, en aidant à donner des repères, en identifiant les obstacles, en mettant en perspective l'intense combat de classes au cœur duquel les travailleurs, le peuple de notre pays se trouvent, sans en avoir toujours conscience, pleinement engagés.

Construire le Front populaire et citoyen que nous appelons de nos vœux pour relever ces défis nécessitera de combiner dans la durée batailles politiques, électorales et mobilisations sociales. Tout est organisé pour réduire les citoyens au rôle de spectateurs impuissants et médusés, sans prise sur les événements et les grands choix politiques. Nous voulons au contraire être acteurs, permettre aux citoyens de l'être, pour agir sur le rapport de forces, et faire concrètement avancer des issues progressistes et citoyennes. Nous sommes à pied d'œuvre dans un affrontement dont nous voyons chaque jour qu'il déborde les frontières nationales. Il est important que nous en prenions la mesure.

C'est pourquoi, avant d'en venir dans une seconde partie de mon introduction à la campagne électorale proprement dite, je veux dans une première partie dire quelques mots du contexte national, européen et international dans lequel se déroulent ces scrutins. Dans une troisième et dernière partie, je dirai un mot des enjeux d'avenir pour notre parti, là encore afin de mettre en perspective ce qui nous attend.

1) Le contexte national et international dans lequel se déroulent ces scrutins

Nous sommes à l'évidence confrontés à des enjeux historiques, à la fois nouveaux et d'une grande profondeur, tous liés à une crise inégalée du système capitaliste mondialisé. Chômage et précarisation de masse, inégalités et discriminations exponentielles, concentration extrême du capital, défi climatique, révolution numérique aux conséquences multiples et accélérées... le capitalisme mondialisé, arc-bouté sur ses exigences de rentabilité, est confronté à des contradictions et impasses dans lesquelles il enfonce l'humanité. Ses réponses causent partout des problèmes grandissants à la planète. Le temps vient d'un autre âge du développement de l'humanité que le capitalisme. Mais tout est fait pour y résister.

Les réponses progressistes nouvelles ne s'inscriront que dans un temps long, dans une intense lutte de classes pour faire reculer les dominations et conquérir de nouveaux pouvoirs pour l'émancipation du plus grand nombre. Mais chacun des choix faits aujourd'hui, ceux des élections françaises de 2017 en sont à part entière, sont déterminants pour nous éloigner ou nous engager dans ces solutions nouvelles. Nous ne sommes pas dans une bataille du tout ou rien mais dans une bataille de sens permanente sur tous les sujets pour bifurquer ou non vers un monde nouveau.

Les impasses sociales et écologiques du système sont telles que sans engagement de réponses nouvelles, le risque est majeur de provoquer une régression des conditions de vie et des droits d'une grande partie de l'humanité, et d'amplifier le sentiment d'abandon qui fait dans le monde entier comme en Europe le lit des populismes les plus droitiers.

La France est violemment traversée par cette réalité. Je l'ai dit lors des vœux de cette nouvelle année 2017 : la grande pauvreté, la précarité à vie, l'insécurité sociale, ce n'est plus en France le problème des autres. Près de 9 millions de nos concitoyens, 15 % de la population française, vivent en dessous du seuil de pauvreté et parmi eux beaucoup de jeunes et de travailleuses : vivre avec un salaire décent, se loger, se soigner, se déplacer, être un être humain digne tout simplement devient un objet de lutte quotidienne pour des millions de nos concitoyens. Il s'agit là du visage le plus insupportable de cette société en crise.

Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français, s'exprimera sur ce sujet tout à l'heure devant notre direction nationale, à notre invitation.

Il ne s'agit plus seulement de le dénoncer, mais de porter la colère, le refus de la résignation et de répondre à cette question : combien de millions de personnes serons-nous capables de sortir de la pauvreté en cinq ans quand un million sont venus grossir leur rang en dix ans ? Nos adhérents connaissent cette réalité et pour beaucoup d'entre eux ils la vivent. La multiplication de nos initiatives de solidarité concrète est aujourd'hui une dimension indispensable de notre implication politique.

Dans la première rencontre nationale de campagne tenue à Port-de-Bouc, nous avons fait de l'urgence d'une nouvelle ambition sociale la question numéro un. À rebours de tous les discours dominants, nous devons porter au-devant la question sociale, comme nous l'avons fait dans l'adresse au peuple de France la semaine dernière, jusqu'à en faire un des axes incontournables du pacte pour une nouvelle majorité de gauche que nous voulons construire.

Cette bataille doit s'enraciner au quotidien dans notre travail de terrain, nos initiatives de proximité, notre présence active dans chaque lutte pour l'emploi, les salaires, les services publics. Comment, par exemple, serons-nous porteurs de nos propositions et de luttes, quand le 15 mars prochain, des milliers de personnes vont être confrontées à nouveau au retour des expulsions locatives ? Tirons partout la sonnette d'alarme, car nous savons que plusieurs préfectures ont multiplié par 3, par 10, le nombre d'expulsions programmées !

Ces réalités dramatiques sont le vécu de millions de gens sur la planète, dans tous les pays voisins en Europe : les inégalités mondiales progressent, tant sur le plan de la détention des richesses que de leur production. Dans son livre « La troisième guerre mondiale est sociale », Bernard Thibault, qui participait à notre initiative à Port-de-Bouc, accuse : partout sur la planète le chômage augmente, 40 % des travailleurs n'ont pas de contrat de travail, près d'un milliard et demi

de personnes vivent avec moins de 4,50 euros par jour, 70 % de la population n'ont pas de système de protection sociale dans le monde.

C'est maintenant de plus en plus connu et je l'ai dénoncé dans mon livre l'an dernier, 83,4 % des richesses accumulées dans le monde sont détenues par 8,4 % de la population mondiale, et c'est chaque jour plus insupportable.

La profondeur de cette crise, aux conséquences multiples et bien plus graves que les quelques traits que j'évoque, entraîne de lourdes colères populaires qui inquiètent à présent très sérieusement les tenants du libéralisme.

Dans une tribune publiée en décembre dans le quotidien *Le Monde*, Bernard Spitz, responsable international et Europe du Medef, s'en inquiète ouvertement : « *Le libre-échange est désormais perçu comme facteur de régression (...) La perception dominante est celle d'un peuple de perdants face une petite tribu de super-gagnants.* »

Le capitalisme et les milieux financiers travaillent leurs réponses, qu'ils estiment impératives pour, je cite, « *sauver l'ordre libéral international* ». Mais la crise comme la nature de leurs réponses qui ne visent qu'à préserver les logiques de domination aiguisent leurs contradictions et provoquent des cassures lourdes de nouveaux dangers.

D'un côté, les ultralibéraux redoublent d'efforts pour rendre plus désirable ou acceptable leur modèle concurrentiel, et pour reconquérir, sous un jour neuf, l'adhésion ou la soumission à leur choix de civilisation. Ce nouveau visage du capital porte en ce moment chez nous un nom bien en cour dans les milieux financiers : Emmanuel Macron.

En même temps, la dure et sauvage concurrence générée par la crise ravive dans le camp capitaliste les nationalismes, les conservatismes, les racismes, les régimes autoritaires et discriminatoires, présentés alors faussement comme des remparts contre l'ultralibéralisme débridé. C'est Trump ou Le Pen.

La confrontation de ces droites libérales et radicalisées tend à occuper tout l'espace politique en intégrant la critique du système pour la détourner, et en le recomposant pour marginaliser les réponses sociales, écologiques, démocratiques progressistes. Ces recompositions accélèrent la crise d'une social-démocratie ralliée au social-libéralisme dans les années 80 et la montée de la démobilisation et de l'abstention dans les milieux populaires et de gauche.

Partout, les recompositions s'accélèrent. En France, ces dernières semaines, c'est la construction du duel Macron-Le Pen. Aux États-Unis, le face-à-face Clinton-Trump, après le Brexit en Grande-Bretagne. En Russie, Vladimir Poutine se verra sans doute opposer à plus libéral et moins conservateur que lui lors de la présidentielle à venir. Quant à la Turquie, Erdogan a fait de son ancien allié de 15 ans, la confrérie Gülen, son ennemi public officiel numéro un pour mieux écraser et emprisonner à tour de bras démocrates et progressistes et faire la guerre à une partie des peuples de Turquie, en particulier les Kurdes.

Résultat, le prétendu chantre de l'antisystème, l'ami de Le Pen, Donald Trump, met en place à la tête de son pays, et c'est *Le Figaro* qui qualifie ainsi ce nouveau gouvernement, un véritable « club de milliardaires ». Un « *gouvernement de guerre* » a dit lui-même Trump, constitué de financiers, lobbyistes et dirigeants de grands groupes (notamment pétroliers ou BTP) américains multipliant les cas de conflits d'intérêts, et plus grave encore, de militaires tantôt obsédés par la Chine, tantôt par l'Iran, tantôt par la Russie, tous plus bellicistes les uns que les autres, qui peuvent nous conduire à des temps effroyables.

Dans cette phase de régression ultra capitaliste globale, les rivalités de puissance sont réactivées, ainsi qu'une nouvelle course au surarmement qui n'ajoutera que du « chaos au chaos » au plan international et plus d'inégalités aux plans nationaux. Dans cette surenchère, les États seront toujours plus entravés dans leur capacité d'action par les politiques d'austérité, les optimisations fiscales des grands multinationales, les directives des institutions financières internationales, le poids de la dette et le chantage des créanciers, des marchés financiers et des grandes banques.

Les grandes tendances de cette offensive réactionnaire, ultra-concurrentielle et militariste se

retrouvent en Europe. Les extrêmes droites que Marine Le Pen et la leader allemande de l'AFD ont réuni récemment à Coblenz comme les populismes fourre-tout à la Beppe Grillo en Italie prospèrent partout. Tandis qu'une partie des droites cherchent le compromis avec les courants d'extrême droite, une autre cherche à construire une nouvelle base au consensus libéral à l'occasion des 60 ans du traité de Rome, pour relancer une nouvelle phase d'intégration dans la zone euro et autour de la Défense européenne.

Au moment où l'Eurogroup et le gouvernement Merkel remettent la pression contre les Grecs, où se négocie avec le gouvernement conservateur britannique la sortie de l'UE sur fond de dumping fiscal et social, où est poussée à marche forcée l'adoption du CETA, où s'activent les discussions pour une consolidation ultralibérale de l'UE, la perspective d'une UE à plusieurs vitesses s'aggrave, préparant dans les pires conditions pour les peuples une « dislocation » interne de l'UE bénéficiant d'abord aux places financières et aux multinationales.

Dans ces conditions nouvelles, en Europe comme partout dans le monde, les forces de gauche et progressistes sont face à des choix cruciaux. Le phénomène Sanders aux États-Unis, la crise qui secoue partout en Europe la social-démocratie, les expériences grecques et portugaises, les expériences latino-américaines, la poussée dans le monde entier des luttes écologistes, la réaction féministe internationale à l'élection de Trump ... sont autant de témoignages de cette période nouvelle. Des nouvelles alliances se cherchent à gauche, notamment en Europe. La décision du PGE de lancer un Forum politique européen annuel, dont la première édition se tiendra les 10 et 11 novembre prochain à Marseille, revêt dans ce cadre une grande importance. Nous aurons une grande responsabilité pour le réussir. La rencontre nationale que nous tiendrons sur l'Europe à Villerupt le 17 mars sera également très utile, car toutes ces réalités sont celles que nous vivons en France, dans les conditions particulières de la préparation de l'élection présidentielle.

À cette régression ultra capitaliste, cette révolution hyper conservatrice, nous devons opposer une prise d'initiatives politiques nouvelles amorçant un nouveau rôle de la France dans un processus de transformation de la mondialisation.

Comme l'évoque Bertrand Badie, dans son ouvrage, « Nous ne sommes pas seuls au monde » : *« Tout se passe comme s'il avait deux mondialisations. L'une qui accélère la conscience des acteurs, quels qu'ils soient, les incitant à revendiquer contre un dictateur (...) ou contre une déchetterie polluante que des multinationales imposent à telle mégapole (...). L'autre qui met les peuples sous la tutelle des marchés, accentuant la pression sur les réseaux de distribution alimentaire, bloquant l'industrialisation, renforçant les relations de clientèle au profit des oligarchies locales. Aucune de ces deux mondialisations ne l'a encore définitivement emporté sur l'autre. Nul ne peut prétendre que la dictature du capitalisme international a été solidement et durablement installée sur la mondialisation. »*

Ce sont ces forces d'une mondialisation de la solidarité, du progrès et de la paix qui cherchent à émerger que la période nous appelle à conforter en France, en conjurant le risque d'une séquence électorale marginalisant la gauche. Dans son ouvrage, Éric Fassin nous appelle, nous et l'ensemble des forces de gauche de transformation sociale et d'émancipation humaine, à « *construire une gauche* » capable face au néolibéralisme de « *proposer et d'inventer* » plutôt que de succomber à « *la séduction de l'idée populiste* ».

Notre responsabilité est de ne pas laisser s'installer en France la fausse alternative ultralibéraux / ultraconservateurs qui a déjà avancé dans de nombreux pays.

Cela m'amène directement à la campagne électorale en France et à ses développements.

2) la campagne électorale en France : quelles initiatives, quels axes pour les semaines qui nous séparent du vote

La bataille électorale française, avec les trois échéances majeures successives qui nous attendent en 2017, présidentielle, législatives et sénatoriales, est marquée par les enjeux fondamentaux que je viens d'évoquer. Mais notons qu'ils s'expriment de manière exacerbée dans une crise politique inédite que traverse notre pays. Je veux en souligner brièvement trois raisons, que nous devrions prendre en compte pour tenter de lever les difficultés que nous rencontrons.

La première, je l'ai déjà évoquée, est la violence de la crise, la brutalité avec laquelle les politiques d'austérité mises en œuvre depuis dix ans dans notre pays ont fait basculer la vie de millions de nos concitoyens dans un temps très court. J'ai parlé de la question sociale en général, mais tout cela s'incarne dans du concret, les salaires ou les retraites qui ne permettent plus de vivre même quand on s'échine ou qu'on s'est échiné au travail toute sa vie, le loyer ou les traites de la maison insupportables, l'hôpital dégradé, l'école où l'enfant est en échec. J'aurais pu parler de la désindustrialisation qui ravage des vies et des régions, des coupes budgétaires des collectivités locales qui frappent les services publics. Une étude officielle vient d'indiquer que la commande publique a chuté de 25 % en cinq ans, moins 25 milliards d'euros entre 2012 et 2017. Les dégâts causés sont donc en tous domaines considérables. Beaucoup de gens n'espèrent plus une vie meilleure pour leurs enfants. Beaucoup de jeunes n'attendent plus de la politique ce qu'ils n'ont jamais connu, le progrès collectif.

Autrement dit, si chacun de nos gestes politiques ne prend pas en compte cette colère, cette urgence, ce désespoir du quotidien, ils peuvent passer à côté de ceux à qui ils s'adressent. Nous pouvons d'autant plus comprendre les Français que nous ressentons nous-même très profondément et souvent avec colère la déconnexion profonde des dirigeants de notre pays de la réalité de la vie des travailleurs. Ce fossé, voire le dégoût qu'il provoque, est un obstacle si nous ne savons pas être proches de ces difficultés, présents dans la proximité, et que nous nous en remettons à notre corps défendant au spectacle politique que de plus en plus de Français regardent avec effarement.

La seconde tient à l'hyper présidentialisation du régime qui a tout changé en deux quinquennats. La marginalisation des partis, du Parlement, des systèmes de représentation intermédiaire a laissé place à un système où l'argent, donc les moyens de campagne, et médias avec des instituts de sondage devenus prescripteurs, organisent et rythment le tempo des campagnes, l'agenda et le casting des favoris. Pire, aujourd'hui des candidats mis en examen, ou susceptibles de l'être réclament du peuple l'autoprotection contre la justice. Plus globalement, ils usent en permanence du système pour en pousser toujours plus loin encore les dérives antidémocratiques, encourageant la figure providentielle et exceptionnelle de leurs candidatures. Les conséquences de l'emballage présidentieliste s'aggravent au détriment de la démocratie et de la qualité du débat public. Je ne développe pas. Il y aurait tant à dire. Il nous faudra à l'évidence après ces échéances réévaluer toutes les conséquences de ce nouveau régime politique au cœur de la crise institutionnelle et démocratique actuelle. Sans attendre, l'exigence d'une nouvelle République doit être, c'est certain, au cœur de nos propositions.

Le troisième facteur d'aiguïsement de la crise politique tient évidemment aux terribles dégâts engendrés par la politique Hollande-Valls. On ne mesure sans doute pas à quel point leur offensive libérale, menée au nom de la gauche, a durablement brouillé les consciences. Emmanuel Macron est le produit direct de cette situation. Le travail de reconstruction à gauche est immense. Nos efforts paieront, ils marquent déjà des points mais les obstacles semés sont nombreux. Je ne dis pas cela pour que nous renoncions, tout au contraire, mais pour que nous ayons conscience que seules la ténacité et la prise d'initiative politique dans la durée donneront des résultats.

Nous savons en tout cas qu'une conséquence majeure de ces tendances est de repousser sans cesse à l'écart des choix politiques un nombre grandissant d'électeurs. Heureusement beaucoup n'ont pas renoncé à intervenir, par exemple en sanctionnant ou en empêchant de se présenter celles et ceux qu'ils jugent responsables des politiques mises en œuvre depuis plus de 10 ans.

À l'heure où nous parlons, et c'est un fait marquant, les deux grands partis, PS et LR, qui prétendaient il y a peu bipolariser la vie politique seraient éliminés dès le premier tour. Un vrai séisme politique, s'il se confirmait. Mais cette intervention populaire peut-elle au-delà devenir un facteur de reconstruction positive ? C'est la question qui nous est posée.

Et cela nous invite à en tirer une conclusion : jusqu'au 18 juin, une de nos orientations essentielles de campagne, de nos initiatives est de permettre l'irruption citoyenne, l'expression politique des millions de gens que l'on veut aujourd'hui déposséder, de leur rendre la parole à partir des attentes

et des exigences qui sont les leurs. La consultation citoyenne nous avait révélé des potentiels qui restent totalement d'actualité.

Alors, dans les semaines qui restent, qui affronter, comment et pour quels objectifs ?

Le danger, et c'est la difficulté, présente plusieurs visages. Le plus inquiétant est sans nul doute celui de Marine Le Pen et du Front national, qui pour la première fois envisagent sérieusement la conquête du pouvoir, à brève ou moyenne échéance. La menace est réelle et nécessite notre totale mobilisation.

Marine Le Pen, derrière une rhétorique « anti système » continue de pousser à l'extrême les logiques de guerre du monde capitaliste actuel. Elle se reconnaît dans Donald Trump qui a décidé que seuls les intérêts des grands milliardaires américains compteraient désormais dans le monde, et qui vient de justifier pour cela une augmentation de 50 milliards de dollars du budget militaire américain, déjà largement supérieur à 500 milliards.

Le voyage récent de Marine Le Pen au Liban, dans une région du monde qui est une poudrière, fut une provocation irresponsable pour qui prétend gouverner la France, c'est-à-dire un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Elle y a fait l'éloge de Bachar El Assad, a plaidé pour le renvoi des réfugiés syriens en Syrie, et s'est enfin livrée à une honteuse opération de com aux portes du grand mufti, assimilant une fois de plus voile et fondamentalisme islamique.

Ici, elle maquille en permanence son discours, prétendument protecteur, pour distiller sur chaque sujet le poison de la division, traçant systématiquement au cœur du monde du travail une ligne rouge entre ceux qui méritent d'être défendus et ceux qui ne le mériteraient pas : Français contre immigrés, salariés contre assistés, policiers contre jeunes de banlieue... La violence de ses propos contre les fonctionnaires lors de son meeting de Nantes témoigne de son obsession : diviser, empêcher les combats communs. Et sa volonté d'inscrire dans la Constitution la « préférence nationale » signerait la fin du principe d'égalité dans la République, alors remplacé par celui de la discrimination légalisée.

Ce que je dis, j'en ai conscience, a besoin de démonstration concrète systématique. L'imposture ne sera dévoilée qu'à force d'arguments.

Ce qui est certain, c'est qu'il est hors de question pour nous de banaliser aussi peu que ce soit, encore moins d'accepter comme inévitable l'accession de Marine Le Pen à la présidence de la République, comme l'élection d'un grand nombre de députés frontistes dans la future Assemblée.

Nous savons que le moyen le plus efficace de combattre durablement le danger lepéniste est de reconstruire l'espoir autour d'un pacte commun de majorité, mais pour mener à bien notre projet, il faut bien aussi que dominant dans les têtes la démarche de rassemblement, de mise en commun contre les risques de fracture et les tentations de la division. Cette bataille ne sera gagnée qu'ancrée dans le dialogue quotidien et organisé avec les gens, dans les quartiers, les cités, les zones rurales aussi, où beaucoup se sentent abandonnés.

Les circonscriptions législatives sont des lieux pertinents pour mener cette bataille. Je sais, parlant du danger que représente le FN, que beaucoup d'initiatives se prennent, par nos candidat-e-s, leurs équipes de campagne, dans les circonscriptions où le danger de l'élection du FN est un risque important. Je me rendrai le 21 mars, Journée internationale de luttes contre le racisme, dans le Vaucluse et le 22 mars dans le Gard, pour rencontrer, avec nos candidates qui sont 3 femmes, les militants et la population des circonscriptions où se présentent Marion Maréchal Le Pen, le maire de Beaucaire et le sinistre Gilbert Collard.

Pour terminer sur ce point, j'ajoute que nous aurons à prendre toutes nos responsabilités si Marine Le Pen devait accéder au second tour de l'élection le 23 avril au soir. Soyons clairs : quel que soit le cas de figure, si cette candidate est au second tour, notre devoir de Parti communiste, au regard des enjeux du présent et fort de notre histoire, ne devra laisser aucune place à l'ambiguïté pour la battre, quelle que soit la difficulté que nous aurions alors à affronter.

Le candidat des Républicains, François Fillon, offre le visage d'une droite radicalisée, autoritaire, et désormais gravement discréditée par ce qu'il est convenu d'appeler le

« Penelope gate ».

Les deux mesures phares de son programme, une baisse de 100 milliards des dépenses publiques et la suppression de 500.000 fonctionnaires, signent un programme tout entier dédié aux intentions les plus rétrogrades du Medef, un véritable programme de guerre au monde du travail. Le choc provoqué par ce programme une fois la primaire passée, a obligé François Fillon à tenter de modérer la présentation de ces mesures, notamment sur la Sécurité sociale qu'il propose en vérité de privatiser en grande partie.

Nous avons affaire là à un programme ultra réactionnaire, nous ramenant loin en arrière, avant les conquêtes de la Libération, avant celles du Front populaire, une espèce de revanche historique sur le monde ouvrier.

La candidature Fillon et du coup la droite tout entière sont désormais empêtrées dans le feuilleton judiciaire à rebondissements concernant les emplois fictifs de la famille Fillon. L'arrogance du candidat de la droite, sur fond de règlements de comptes interne à sa famille politique, qui ne veut y voir qu'un assassinat programmé, sans manifestement comprendre combien l'affaire signe son désaveu dans le peuple, est en train de l'entraîner sur un terrain de plus en plus dangereux pour la démocratie.

Ses violentes déclarations de mercredi dernier, suite à sa convocation pour mise en examen, ont franchi un pas extrêmement grave, et la manifestation prévue dimanche au Trocadéro ne sent décidément pas bon.

Ainsi, deux candidat-e-s de droite et d'extrême droite à la fonction suprême, qui prônent la préférence nationale pour l'une, la majorité pénale à 16 ans pour l'autre, qui sont, l'une et l'autre, d'une ambiguïté gravissime quand la victime d'un viol policier est un jeune homme natif d'un quartier populaire comme Théo, se livrent aujourd'hui à une attaque convergente contre la justice, réclamant en quelque sorte une forme d'impunité et aux yeux des justiciables ordinaires une justice à deux vitesses.

La tournure prise par ces événements est grave. Notre parti doit, je crois, appeler à riposter à ces mises en cause inadmissibles en lien avec l'ensemble des organisations démocratiques attachées aux principes d'égalité et d'indépendance des pouvoirs.

La sortie du livre que j'ai co-écrit avec Marc Brynhole et Alain Hayot « Front national : l'imposture. Droite : le danger. 20 répliques à leurs programmes » tombe donc à point nommé pour démultiplier notre bataille. Nous devons en faire un événement public remarqué. Outre la diffusion militante, dont les commandes sont élevées, le livre sera en librairie le 9 mars. Sa diffusion, les débats avec ses auteurs, dont beaucoup sont déjà programmés, peuvent être un axe important de notre campagne, jusqu'au 7 mai et dans les élections législatives. Ce décryptage, argumentaire à l'appui, nous aidera à installer cette bataille dans la durée.

Le danger vient désormais aussi de la candidature Macron, cheval de Troie d'une recomposition d'ampleur autour d'un pôle libéral de centre droit.

Grâce à François Hollande, qui l'a promu et installé au cœur du dispositif gouvernemental et étatique, et au soutien des milieux d'affaires, le banquier Macron a réussi le tour de force de mettre sur orbite son opération de recomposition droitrière et libérale, baptisée « En marche », au nom d'un progressisme prétendument antisystème.

Le ralliement de François Bayrou vient d'éclairer d'un jour nouveau l'opération. Les hésitations de l'UDI à droite ouvrent le champ des manœuvres, comme celui des ralliements venus de la droite du PS. Mais le trouble populaire est grand, la confusion importante et une bataille politique est absolument nécessaire pour dégonfler la supercherie. Tout va être fait pour parer le vote Macron des vertus du vote utile anti-Le Pen, qui devient dès lors l'arme majeure de marginalisation de la gauche dans l'élection présidentielle.

La publication du programme Macron nous donne l'occasion de faire la clarté sur son cap, entièrement dédié sans surprise à la défense des intérêts des marchés, et à l'orthodoxie libérale des traités européens et des traités commerciaux de libre-échange.

Saupoudrés de mesures dites de « gauche » pour tenter de ratisser large mais qui épargnent consciencieusement la finance, la réalité apparaît au grand jour : réduction de la dépense publique à hauteur de 60 milliards d'euros sur le budget de l'État en cinq ans, suppression de 120 000 fonctionnaires. Sur la question du travail, fin des 35 heures « pour les jeunes », « nouvelles souplesses au niveau de l'entreprise ou de la branche », contrôle plus strict des chômeurs qui ne pourraient plus refuser qu'une seule offre d'emploi « décente » et diminution du plafond d'indemnisation du chômage. L'âge de la retraite, lui, serait modulé en fonction des métiers, en le faisant passer de 60 ans minimum à 67 ans... Quant à ses amis financiers, ils sont servis : il a prévu de sortir du calcul de l'ISF les actifs financiers pour ne plus taxer que « la rente immobilière ». Quand on sait que les patrimoines au-dessus de 10 millions d'euros sont composés à 90 % d'actifs financiers...

Nous sommes dans la droite ligne de loi Macron, adoptée elle aussi par le 49-3, qu'une hypocrite enveloppe « d'homme nouveau », « intègre », voulant « renouveler la politique » cherche à masquer, pour mieux anesthésier l'opinion publique. Emmanuel Macron est bien le Tartuffe des temps modernes.

Nul doute qu'à l'heure qu'il est, les milieux financiers, dans leur grande sagesse, se félicitent d'avoir mis leurs œufs dans deux paniers : Fillon, Macron, ils tireront toujours leurs marrons du feu.

Face à tous ces dangers, à toutes ces impasses pour le monde du travail, le cap fixé à la conférence nationale reste le bon : « construire une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, au service des luttes sociales, en proposant un pacte d'engagements communs ».

Nous n'avons pas dérogé à ce cap, multipliant les initiatives en ce sens, mettant notre choix de candidature en faveur de Jean-Luc Mélenchon au service de cet objectif et d'une campagne autonome porteuse de contenus, cherchant le rassemblement et la convergence de toutes les forces politiques, citoyennes ou sociales, qui veulent battre la droite et l'extrême droite, recherchent une issue à gauche rompant avec les choix du quinquennat Hollande-Valls.

Pour ce projet, les forces existent, mais nous savions que la présidentielle risquait de les diviser, de les empêcher de trouver le chemin d'une traduction politique susceptible de les fédérer et de leur donner une perspective de victoire et de constitution d'une majorité politique.

Nous le pressentions, et les événements des tout derniers jours nous le confirment : nous avons, pour y parvenir, à déployer dans la durée des efforts et des moyens politiques considérables. Car les divisions qui persistent, la manière dont se sont construites séparément les candidatures de Jean-Luc Mélenchon et celle de Benoît Hamon rejointe aujourd'hui par Yannick Jadot, la décision des deux candidats de rester en lice, malgré nos démarches pour pousser à un débat sur le fond pour construire un pacte de majorité, font aujourd'hui partie de la situation.

Même additionnés, les scores des deux candidats de gauche restent fragiles et encore trop bas. Nos initiatives doivent donc viser à amplifier la mobilisation de tous les électeurs de gauche tout en cherchant à les faire converger autour d'exigences communes et d'un parti de rupture avec l'austérité.

Nous avons un devoir de lucidité : reconstruire, avec les forces disponibles, une dynamique dans la durée, en recréant les conditions de ce rassemblement populaire dans la vie, dans les luttes, dans les élections : cela nécessitera d'aller au-delà de la seule question de l'élection présidentielle pour englober l'enjeu des élections législatives et le travail de reconstruction à gauche qui devra se poursuivre à l'issue de la séquence électorale.

Pour l'heure, ce travail de rassemblement et de convergence, nous avons la responsabilité de le poursuivre, et de continuer d'en faire un des axes essentiels de notre campagne jusqu'aux législatives.

Nous ne partons pas de rien : c'est la boussole qui nous a guidés lors de notre congrès et de la conférence nationale.

Il y a un an, nous avons anticipé et coché toutes les cases, dans le bon ordre, quand nous

invitations dès le début de l'année un très large éventail de personnalités politiques, associatives, syndicales et intellectuelles à débattre de l'avenir du pays et de la gauche.

Nous disions : « Hollande ne peut pas être le candidat ». Il a dû lui-même confirmer cette réalité, décision totalement inédite sous la Ve République. Nous avions dit : « La politique gouvernementale sera battue. » Elle l'a été, très nettement, lors d'une primaire organisée par le PS lui-même et qui avait pourtant été cadenassée pour assurer la victoire d'un représentant de l'orientation gouvernementale. Nous avons enfin proposé et c'était l'essentiel : « d'abord le débat, après le candidat ». Sur cette dernière question, il est vrai, nous avons été trop seuls, pas assez forts, peut-être pas assez volontaires face à la logique présidentieliste pour avancer dans cette direction.

À chaque étape, des doutes ont surgi sur la faisabilité de notre feuille de route. Des débats nous ont traversés. La marche n'est-elle pas trop haute ?

Nous devons y réfléchir. La solution aux questions du rassemblement, comme pour le reste, c'est très certainement de ne pas douter de ce dont notre peuple est en capacité de produire quand l'essentiel est en jeu.

Alors, à sept semaines de l'élection présidentielle, comment avancer ? Comment mener campagne ?

L'adresse au peuple de France pour un pacte de majorité pour le changement que nous avons massivement distribuée le week-end dernier dans le pays a trouvé un réel écho. Que propose-t-elle ? De mettre au cœur du débat public de grandes exigences populaires, des propositions qui peuvent être soutenues par des millions de nos concitoyens et faire grandir l'idée qu'elles peuvent constituer le socle d'un pacte de majorité. Nous avons beaucoup de retours positifs sur cette démarche. Je vous propose que nous l'amplifions en mettant ces grandes propositions au cœur de tout notre matériel de campagne dans la France entière dans les semaines qui viennent.

Nous pourrions en faire le cœur de nos appels à voter. Nous pourrions également en faire un appel soumis aux citoyens mais destiné à « appeler les candidats de gauche à l'élection présidentielle et aux législatives à discuter et soutenir publiquement ces propositions en s'engageant à en faire le socle d'un pacte de majorité. » Nous pourrions enfin, sur la base de cet appel, multiplier les rencontres publiques en circonscriptions en s'adressant à tous les électeurs de gauche.

Il existe aussi une pétition citoyenne nationale pour une candidature commune qui prend de l'ampleur. Notre démarche doit consister dans ces conditions à mettre au cœur du débat l'exigence conjointe d'unité et de contenus rendant crédible l'espoir d'une nouvelle politique, donc mobilisateurs.

Je crois pour ma part que dans la poursuite de nos efforts, c'est la démarche qui peut nous porter, en offrant à chacun la possibilité de faire monter et converger les attentes des électeurs, en faisant reculer les divisions sur le choix de la candidature.

Cette démarche, nous pouvons l'amplifier dans tous nos actes de campagne en menant la campagne de Jean-Luc Mélenchon, en menant celle de nos candidats aux législatives, en prenant le maximum d'initiatives de rencontres et de débats publics.

La seconde rencontre nationale tenue mardi dernier à La Bellevilloise à Paris sur le thème de la finance, en présence de toutes les forces de gauche, en a fait une belle démonstration. La qualité du débat de propositions, la mise à jour de convergences réelles comme des débats, en toute transparence, créent les conditions d'une montée en puissance d'une volonté unitaire respectueuse de chacun.

C'est cette démarche que nous porterons en participant massivement à la marche pour la VIe République en soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon, le 18 mars à 14 heures, entre Bastille et République. Nous y serons présents avec nos couleurs, nos mots d'ordre, porteurs des propositions de notre adresse au peuple de France, Notre présence sera visible et active avec nos supports, la tenue de tables, la vente de *l'Humanité* et de nos livres « la France en commun » et

contre le FN et la droite, avec nos bulletins d'adhésions.

C'est cette démarche que nous devrions pousser haut et fort tous ensemble dans le pays, en la portant dans chaque acte de campagne, en affirmant clairement son objectif : réussir la politique de changement tant attendue pour apporter des solutions immédiates aux problèmes quotidiens des gens, en terme d'emplois, de salaires, de logement, de santé, de présence des services publics sur tout le territoire. Ce sont ces réponses que nous avons inscrites noir sur blanc dans l'adresse aux Français.

Ces propositions nous allons continuer à les faire vivre et à les confronter avec toutes les forces de gauche lors des initiatives nationales programmées, sur l'Europe le 17 mars à Villerupt, sur l'industrie le 29 mars à Saint-Martin-d'Hères et Echirolles, en Isère. Soyons à cet égard attentifs aux travaux de l'importante journée tenue par la CGT sur les enjeux industriels le 22 février dernier à La Villette devant plus de 1 000 syndiqués, dans un assourdissant silence médiatique.

Au-delà de nos initiatives programmées ou à venir, attachons-nous d'ailleurs à faire vivre cette démarche dans toutes les mobilisations sociales et les luttes en cours.

Le 7 mars, lors des appels à la grève et des mobilisations des hospitaliers et de toute la fonction publique avec des manifestations à Paris et dans tout le pays. Même chose dans l'énergie avec de fortes revendications sur les salaires.

Le 8 mars avec l'appel à la grève des forces syndicales pour l'égalité salariale. Je veux souligner l'importance de cette journée.

Depuis des mois, la droite et l'extrême droite mènent une campagne sexiste et familialiste, cantonnant les femmes à la maison et voulant supprimer l'essentiel des conquêtes sociales des dernières décennies. Sur cette question aussi, les attaques constatées en France font écho à celles qui ont cours dans le monde, aux États unis, mais aussi dans de nombreux pays européens. Marine Le Pen, qui se présente comme une alliée des femmes, est une dangereuse usurpatrice. Favorable au revenu parental, le FN considère que le rôle d'une femme est d'abord celui de procréer ! Nous sommes d'ailleurs partie prenante d'un site féministe, mettant en lumière la réalité des attaques contre les droits des femmes de ce parti. Et le livre, « *Front national l'imposture* », consacre un chapitre intitulé « *Marine Le Pen est-elle féministe ?* ».

Le candidat de la droite et du centre, François Fillon, n'est pas en reste. Soutenu par les partisans de « la Manif pour tous », il défend lui aussi une vision nataliste de la société au nom d'un modèle unique de la famille. Il désapprouve l'avortement par conviction philosophique et au nom de sa foi.

Face à toutes ces attaques, les aspirations à l'égalité doivent faire irruption dans la campagne de la présidentielle et des législatives. C'est le sens de la convention féministe que nous organisons ici même demain 4 mars. Organisée par la commission Droits des femmes et Féminisme de notre parti, le programme est riche, de nombreuses associations féministes seront présentes. J'y prendrai également la parole.

Ces batailles, nous les menons aussi pour les services publics. Nous déployons notre bataille pour le service public du rail. Nous appelons dans chaque région, département, à prendre des initiatives. Nous avons lancé ce tour de France le 17 février à Tarbes et nous poursuivons avec des initiatives dans les Bouches-du-Rhône début mars, puis dans les Vosges, en Gironde, dans le Rhône le 29 mars, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Je pense aussi à la bataille sur La Poste : le 15 mars, un important rassemblement est prévu devant le ministère de l'Économie et des Finances pour interpellier le ministre sur les fermetures de bureaux de Poste et les transformations en agences postales. Nous sommes d'ailleurs en train de constituer un réseau de postiers communistes, avec bientôt une première expression.

Au-delà de la complexité inédite de cette période politique, notre présence active et reconnue sur ces terrains d'action est primordiale pour les campagnes et peuvent nous aider à identifier des camarades, des militants, qui au-delà de juin 2017 nous aideront à redéployer notre activité en direction des lieux de travail.

D'une manière générale, nous devons orienter plus délibérément encore nos moyens humains, numériques, financiers, vers une « campagne en bas », ancrée dans le réel, la proximité, le dialogue direct. Dans ces temps de crise et de zapping politique, c'est la seule garantie de créer des liens solides avec les électeurs, et d'allier nos campagnes à l'intervention et à la mobilisation citoyennes.

C'est ce lien qui permettra de lier toujours mieux dans les jours et les semaines qui viennent débat de propositions, luttes politiques et sociales et batailles électorales. C'est ainsi que nous redonnerons confiance, rendrons de la perspective, de l'espoir, et mettrons à mal l'image de désunion et d'impuissance qui domine l'électorat, notamment à gauche. **C'est ainsi que nous rendrons au peuple ce qui lui appartient : l'intervention et l'expression politique.**

Ce lien, il sera une clé des élections législatives. L'étude ViaVoice publiée lors de notre rencontre de janvier avec les candidats aux élections législatives a montré clairement combien l'électorat comptait avant tout sur des députés proches d'eux, attachés à les défendre et à défendre leurs territoires, des députés exemplaires au plan éthique. Ces atouts sont l'une de nos forces. Et si nous ne connaissons les conditions finales de la bataille législative qu'au lendemain de la présidentielle, nous savons à coup sûr et à quel point la proximité comptera dans ce climat.

Nous sommes déjà à pied d'œuvre pour présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s du rassemblement aux élections législatives. Nous avons ratifié le 14 janvier dernier une partie d'entre elles et eux. À ce jour, nous recensons 481 circonscriptions où nous pourrions disposer de candidat-e-s rattaché-e-s au PCF. Toutes les procédures de validation locale ne sont pas encore terminées. Nous proposons donc d'en valider aujourd'hui 416 à parité, soit 170 de plus que le 14 janvier. Je rappelle que 416 est le chiffre total de candidats rattachés au PCF atteints en 2012. Nous sommes donc en situation d'avoir davantage de candidats cette année. Nous validerons les dernières propositions lors du CN qui suivra le premier tour de l'élection présidentielle. D'ores et déjà, il s'agit là d'un événement qui marque la confirmation de la présence nationale du PCF, et donne chair et crédibilité à notre ambition de garder un groupe communiste et Front de gauche important au sein d'une majorité politique nouvelle.

Nous construisons nos candidatures et nos campagnes avec le souci du rassemblement maximum dans le dialogue avec de nombreuses forces car nous savons le prix de l'existence d'un groupe demain dans l'Assemblée nationale au service des intérêts populaires. Les discussions que nous menons avec nos partenaires potentiels le sont avec cette exigence : rien, aucune division, ne doit entraver l'élection de députés partout où c'est possible. Les travailleurs en auront tant besoin demain. Nous sommes donc prêts à des accords utiles. Ces discussions se poursuivent nationalement et localement.

Nous avons, pour faciliter le travail des fédérations et l'information des communistes, fait le choix de communiquer aux dirigeants nationaux et départementaux que vous êtes, en temps réel et en toute transparence, les comptes rendus, rédigés par les délégations du Parti, de ces différentes rencontres. Ce sont bien sûr, cela avait été précisé dans l'envoi, des documents de travail temporaires à usage interne, qui n'ont donc pas vocation à se retrouver sur Facebook. Cette consigne, gage d'efficacité, n'est pas toujours respectée. Je la renouvelle donc devant vous.

3) Pour conclure, je veux dire un mot du Parti, de son rôle, de son avenir, car nous entrons, chacun en a conscience, dans une intense période de recomposition politique.

Je crois que le Parti communiste va avoir un rôle essentiel à jouer. Ceux qui visent l'effacement de la gauche font depuis longtemps de notre affaiblissement un objectif. Nous avons conscience que nous tiendrons ce rôle en poursuivant avec conviction nos efforts de développement et de transformations du Parti. Au lendemain des échéances électorales, dont l'un des enjeux est, dans l'intérêt des travailleurs, la présence parlementaire de notre courant politique, nous aurons à évaluer la feuille de route adoptée à notre congrès et à en impulser une nouvelle phase. J'ai relu ce relevé de décisions, adopté il y a 7 mois lors de notre 37^e congrès, il est exigeant mais indispensable.

Permettez-moi à cette étape, où je sais que l'avenir du Parti préoccupe les camarades et de nombreux citoyens soucieux de l'avenir de la gauche, d'en dresser un rapide survol.

Les transformations de notre organisation sont un travail de longue haleine, qui se mène au feu des batailles politiques, de nos mobilisations militantes, de nos discussions avec les gens.

Notons d'abord la vivacité et la qualité du débat démocratique qui n'a pas cessé dans nos rangs depuis le congrès.

Nous vivons d'ailleurs un moment intense de mobilisation militante, dans lequel le Parti lui-même se transforme.

Je parle sous le contrôle de celles et ceux parmi vous qui étaient présents à notre initiative du 28 janvier sur la République. Il suffisait de regarder les femmes et hommes présents, candidat-e-s du PCF, jeunes ou moins jeunes, d'origine et de trajectoire diverses, d'expériences multiples. Il est parfois ainsi des « instantanés » qui nous montrent combien notre parti se renouvelle et s'enrichit. Notre capacité à présenter, comme force politique organisée, davantage de candidats qu'en 2012, et dans un contexte politique à ce point dégradé, montre une réelle dynamique.

Le contexte est difficile, propice aux doutes sur l'avenir : et au nom de quoi notre collectif militant y échapperait-il ?

Pour autant, la présence de terrain des communistes ne se dément pas. Les initiatives que nous prenons, les porte-à-porte, les présences sur les marchés, devant les entreprises, sont très nombreuses depuis le début de la campagne.

Nous estimons que depuis le début de l'année, les initiatives de vœux, de galettes républicaines, de banquets citoyens à l'échelle des fédérations ou des sections ont rassemblé près de 200 000 personnes.

Pour nos initiatives de campagne, 56 120 brochures « La France en commun » ont été commandées, entre 40 et 45 000 aujourd'hui effectivement diffusées, 9 500 livres sur la droite et le FN à cette heure commandés.

Ces périodes électorales sont aussi celles où nous pouvons réaliser beaucoup d'adhésions : le nombre d'adhésions réalisées depuis le début de l'année, plus de 500, nous autorise à penser que l'objectif annuel d'adhésions fixé au congrès (6 000) peut être atteint en 2017 si nous impulsions toute l'année notre campagne d'adhésions. Un bulletin de renforcement aujourd'hui à l'impression sera dans les fédérations la semaine prochaine. Cette campagne pourrait être rythmée en 4 temps : pendant les campagnes électorales, pendant l'été, lors de la fête de l'Humanité 2017, après la fête jusqu'à la fin de l'année.

J'ajoute que l'implication des camarades dans la campagne et la vie de leur parti se traduit aussi par une hausse des cotisations ADF et par des résultats de souscription à l'automne supérieurs à l'an dernier.

Ces chiffres disent, à mes yeux, l'implantation et le rayonnement, perfectible, personne n'en doute mais réel du Parti communiste.

Ils donnent aussi notre capacité, encore trop peu exploitée, à mailler le territoire, à connaître nos adhérents, à nous organiser, cellules, sections, réseaux, en fonction des réalités de terrain, des nouvelles organisations territoriales. Les batailles engagées, notamment dans les services publics, nous permettent de progresser dans le recensement de nos adhérents et leur organisation, notamment à la SNCF, la Poste, Air France... Mais ce chantier de reconstruction de notre activité en direction des lieux de travail n'en est qu'à ses débuts.

Nous travaillons dans tous les domaines fixés au congrès, pas à pas.

Notre travail de formation et de politisation militante se redéploie. Le secteur formation, outre notre université d'été qui est désormais installée dans notre paysage militant et connaît un succès croissant, travaille à la tenue régulière de stages cadres. Deux sont programmés en mars ; il en est de même pour les stages de base dans les fédérations. Un travail et une réflexion se construit

sur les contenus de ces stages, le renouvellement des intervenants formateurs.

Les élaborations, les positions du Parti communiste ont en effet besoin, pour être des forces effectives qui contribuent à transformer la société, d'être connues des militants et appropriées par eux. Le travail de projet se réorganise progressivement, et nous a permis dans la foulée du congrès d'éditer la brochure « La France en commun », largement appréciée et débattue.

Dans cet esprit, nous entendons donner une place nouvelle dans notre dispositif à une revue du Parti communiste qui assure un rôle de diffusion de nos travaux, de confluence, de creuset : dès l'université d'été 2017, à partir des acquis de *La Revue du projet* enrichis d'objectifs nouveaux, nous lancerons une nouvelle revue, une revue-creuset où les communistes pourront trouver les réflexions du Parti et les discuter, une revue qui nous aide aussi à instruire des débats et à explorer des thèmes que nous pratiquons peu encore, une nouvelle revue politique du PCF au beau nom de *Cause commune*.

Nous faisons vivre aussi nos décisions en termes de communication. Nous nous sommes fixés deux axes d'action : œuvrer à une ré-identification forte du PCF et à une diffusion plus efficace de nos messages et propositions, dans l'immédiat dans le contexte bien spécifique qu'est celui d'une campagne électorale.

Vous avez déjà reçu dans vos fédérations les premiers matériels de communication : 2 campagnes d'affiches (La France en commun et les 5 affiches thématiques) et un bandeau d'appel à voter ; deux tracts nationaux imprimés puis une série de tracts thématiques dématérialisés ; des autocollants ; deux livres (notre programme et celui sur le FN/droite). En ce début de campagne nous avons fourni un effort particulier concernant la diffusion des contenus et de notre programme. Dans les jours qui viennent nous allons éditer un nouveau tract national, réimprimer des bandeaux d'appels à voter et des bulletins de renforcement.

Au-delà de ces matériaux dits « classiques », nous avons impulsé une nouvelle stratégie sur les réseaux sociaux, qui commence à prendre de l'ampleur.

L'idée est d'occuper pleinement cet espace d'expression. C'est pourquoi, un travail préalable de recensement de tous les comptes existants reliés à notre parti a été mené ainsi qu'un changement de nos identifiants sur les réseaux sociaux.

Parallèlement à cela, nous avons lancé un site de campagne, à côté de la plateforme nationale du Parti : 2017.pcf.fr, qui a vocation à recenser toute l'activité liée à la campagne et à donner aux camarades les outils de la mobilisation. Je vous invite à l'investir massivement et à le faire connaître. À l'initiative de Yann Le Pollotec, nous avons lancé le chantier d'un nouveau site national du Parti communiste français.

Nous avons aussi impulsé la mise en œuvre d'une autre décision de congrès, celle d'investir les potentialités qu'offre le web en matière de production audiovisuelle. Nous avons restructuré notre chaîne Youtube pour gagner en efficacité et grandement renforcer notre production. Actuellement, nous diffusons une vidéo d'actualité par semaine animée par notre porte-parole Olivier Dartigolles, et des vidéos thématiques (sur l'Europe, le logement, le numérique...). Nous avons multiplié les directs de nos initiatives et conférences de presse et nous allons diffuser prochainement le clip de campagne que vous allez découvrir à la reprise tout à l'heure. Parallèlement, nous nous lançons dans la tenue d'happening filmés afin de « faire le buzz », comme ce fut le cas avec notre initiative chez Apple la semaine dernière.

Beaucoup reste encore à faire, notamment dans le lien aux fédérations et dans la réponse aux besoins, même si un travail commence à être impulsé en ce sens. Nous devons encore œuvrer à une meilleure diffusion de nos messages politiques et donner à voir toute l'activité du Parti dans les territoires ainsi que la diversité de ses forces. Un travail de mise en réseaux de toutes nos ressources est indispensable ainsi qu'un effort de formation approfondi. Nous avons beaucoup de forces disponibles mais elles sont dispersées et perdent donc en efficacité. Nous devons réussir à inscrire dans le long terme une identité visuelle du PCF à la fois innovante, percutante et efficace. Et pour cela, il nous faut encore renforcer la mise en mouvement de tous les adhérents sur les enjeux de la communication.

Nous savons qu'ils y sont sensibles, ont des attentes et des exigences, comme ils ont des attentes et des exigences envers la vie démocratique de leur parti.

Nous devons toujours mieux assurer la transparence, la mise sur la table des informations, pour donner aux communistes tous les éléments de décision, de connaissance pour agir.

C'est ce que nous avons engagé avec la diffusion aux responsables et adhérents du Parti des comptes rendus des discussions engagées ces derniers jours avec les autres organisations.

Notre travail se mène sur de nombreux autres fronts : l'activité de notre secteur international est intense sur de nombreux sujets et bien mieux prise en compte comme une dimension de l'activité quotidienne des communistes.

La vie du siège national est devenue une ruche quasi permanente et toutes les initiatives que nous y tenons remportent un grand succès, en témoigne, pour ne prendre que ces derniers jours, la journée de travail sur l'antiracisme, la soirée Fernand Iveton ou celle sur la révolution numérique. Nous aurons l'occasion d'en reparler, mais nous sommes en train de préparer de grandes initiatives à l'occasion du centenaire d'Octobre 1917. Voilà, chers camarades, quelques éléments d'information dont il nous faudra tirer un bilan plus global et plus exhaustif dans quelques semaines en nous tournant vers l'avenir. Évidemment, notre discussion d'aujourd'hui se concentrera naturellement sur les enjeux électoraux. Mais je voulais que mon rapport aide à mettre en perspective notre action. Je vous remercie de votre attention.

Parce que nous sommes des millions à vouloir

1. **Une nouvelle ambition de progrès social** avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par **une loi de sécurité de l'emploi et de la formation** ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux ; **un développement de la Sécurité sociale** avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; **un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse** dans tous les domaines ; **un plan de relance de tous les services publics**, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.
2. **Une VI^e République démocratique** qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, **des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises**, le droit de vote des étrangers résidant en France ; **la lutte contre toutes les discriminations**, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.
3. **L'égalité femmes-hommes** avec la création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps
4. **La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur l'argent** avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.
5. **Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique** avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un mix énergétique renouvelables-nucléaire sous contrôle public ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.
6. **Une France à l'offensive en Europe et dans le monde** avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

Nous demandons aux candidats à l'élection présidentielle et aux élections législatives issus des forces de gauche de discuter et soutenir publiquement ces propositions, et de s'engager à en faire le socle d'un pacte de majorité à gauche.

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Signature : _____

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Parce que nous sommes des millions à vouloir

1. **Une nouvelle ambition de progrès social** avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par **une loi de sécurité de l'emploi et de la formation** ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux ; **un développement de la Sécurité sociale** avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; **un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse** dans tous les domaines ; **un plan de relance de tous les services publics**, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.
2. **Une VI^e République démocratique** qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, **des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises**, le droit de vote des étrangers résidant en France ; **la lutte contre toutes les discriminations**, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.
3. **L'égalité femmes-hommes** avec la création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps
4. **La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur l'argent** avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.
5. **Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique** avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un mix énergétique renouvelables-nucléaire sous contrôle public ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.
6. **Une France à l'offensive en Europe et dans le monde** avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

J'appelle à voter
candidat-e soutenu-e par le PCF dans la circonscription du

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Signature : _____

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Parce que nous sommes des millions à vouloir

1. **Une nouvelle ambition de progrès social** avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par **une loi de sécurité de l'emploi et de la formation** ; la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires, des retraites, des minimas sociaux ; **un développement de la Sécurité sociale** avec la retraite à 60 ans et un retour progressif vers un remboursement de tous les soins à 100 % grâce à une réforme de son financement étendu aux revenus financiers ; **un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse** dans tous les domaines ; **un plan de relance de tous les services publics**, la fin de la baisse des dotations aux collectivités locales et un plan de mobilisation pour le logement social et contre les loyers chers.
2. **Une VI^e République démocratique** qui nous sorte du régime présidentiel, avec notamment la proportionnelle à toutes les élections et un statut de l'élu-e, **des droits nouveaux pour les citoyens et pour les salariés dans les entreprises**, le droit de vote des étrangers résidant en France ; **la lutte contre toutes les discriminations**, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ; le récépissé contre les contrôles de police au faciès ; la constitutionnalisation du droit à l'avortement.
3. **L'égalité femmes-hommes** avec la création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes ; une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, l'éducation à l'égalité, le renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ; des mesures pour garantir le droit à disposer de son corps
4. **La lutte contre la finance pour prendre le pouvoir sur l'argent** avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, une réforme de justice fiscale, la création d'un pôle public bancaire pour changer le rôle du crédit, la suppression du CICE et une modulation de l'imposition des entreprises sur critères sociaux et environnementaux.
5. **Un nouveau mode de production et de consommation visant la réponse aux besoins humains et la transition écologique** avec un moratoire sur les licenciements et une nouvelle industrialisation créant un million d'emplois dans les filières d'avenir ; un plan d'urgence pour le climat et la qualité de l'air ; un mix énergétique renouvelables-nucléaire sous contrôle public ; un nouveau modèle agricole garantissant des prix rémunérateurs aux paysans.
6. **Une France à l'offensive en Europe et dans le monde** avec la remise en cause du traité budgétaire européen et un fonds d'investissements financé par la BCE pour le développement des services publics et de l'emploi, une méthode de convergence sociale et fiscale par le haut, le respect des choix souverains des peuples européens ; une conférence européenne pour la paix et le désarmement ; l'abandon des négociations TAFTA, CETA et TISA au profit de nouveaux traités internationaux pour le bien commun.

J'appelle à voter Jean-Luc Mélenchon

Nom et prénom : _____

Adresse : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Signature : _____